



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 février 2010

## CONTENU

---

### Propriété intellectuelle

Les contours du chapitre sur l'internet de l'ACAC se précisent..... 1

### Relations commerciales

L'entente canado-américaine sur l'AMP en violation de la clause de la nation la plus favorisée?..... 2

### Commerce international

2009 : Le commerce international américain en chiffres ..... 3

**Études économiques et articles connexes ..... 4**

---

## Propriété intellectuelle

*Les contours du chapitre sur l'internet de l'ACAC se précisent*

De hauts fonctionnaires américains et européens ont respectivement répondu ces dernières semaines à plusieurs critiques sur le chapitre Internet de l'Accord commercial anticontrafaçon (ACAC).<sup>1</sup> En effet, on craint que l'ACAC n'impose aux États l'adoption de lois menant à l'interruption de l'accès à Internet pour des utilisateurs qui partageraient en ligne des produits faisant l'objet de droits de propriété intellectuels (DPI). Plus particulièrement, certains critiques dont l'ONG Public Knowledge, soulevaient la possibilité qu'un modèle uniforme d'interruption de service obligatoire de type « 3 prises » soit adopté. Selon cette procédure, les fournisseurs de service internet (FSI) seraient légalement tenus de repérer leurs clients partageants illégalement du contenu numérique soumis à des DPI et d'interrompre leur service d'accès à internet en cas de récidive après deux avertissements. L'opacité des discussions entourant l'ACAC, dont une septième ronde de discussion s'est déroulée du 26 au 29 janvier 2010 au Mexique, a donné lieu à de nombreuses rumeurs sur l'étendue des éventuelles obligations légales des signataires de l'Accord ainsi qu'à des débats intenses sur la protection de la vie privée entre les défenseurs des DPI, formés essentiellement de grands groupes médiatiques américains, et les groupes d'intérêts défenseurs des droits des utilisateurs d'internet. Les déclarations officielles des dernières semaines sont donc venues clarifier les positions des différents participants sur ces questions.

En réponse aux inquiétudes exprimées par Public Knowledge, Stan McCoy, assistant au Représentant américain pour le commerce, a explicité le 8 février dernier que le filtrage systématique des activités des utilisateurs d'internet ainsi qu'un modèle uniforme d'interruption de service obligatoire de type « 3 prises » seraient incompatibles avec les lois américaines. Pourtant, selon l'U.S. Digital Millenium Copyright Act (DMCA), la loi régissant la reproduction de contenu numérique protégé par des DPI, les FSI sont tenus responsables des violations de DPI effectuées sur leur réseau, une pratique nommée « responsabilité secondaire ». Cependant, les FSI ne sont pas tenus de filtrer le contenu transigeant sur leurs réseaux afin d'identifier leurs clients transgressant le DMCA. De plus, la clause de « responsabilité secondaire » ne s'applique pas s'ils

---

<sup>1</sup> Pour un résumé des débats entourant le chapitre portant sur l'Internet de l'ACAC, voir la Chronique commerciale américaine du 10 novembre 2009.



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 février 2010

ne sont pas informés d'une violation de DPI, s'ils n'en tirent pas de profit ou s'ils retirent le contenu piraté de leur réseau à la demande du détenteur de DPI.

Cette déclaration est survenue quelques jours après que la commissaire intérimaire responsable du commerce extérieur de la Communauté européenne, Benita Ferrero-Waldner, eut répondu aux inquiétudes exprimées par le parlementaire européen Christian Engstrom le 4 décembre 2009. « C'est l'avis de la Commission que l'ACAC est destiné à lutter contre l'activité illégale à grande échelle, souvent menée par des organisations criminelles, qui provoque un impact dévastateur sur la croissance et l'emploi en Europe et peut causer de graves risques pour la santé et la sécurité des consommateurs. Il ne s'agit pas de limiter les libertés civiles ou de harceler les consommateurs. »

Sources : Commission européenne, « Answer given by Mrs Ferrero-Waldner on behalf of the Commission », *Parliamentary questions*, 4 février 2010, en ligne : Europa <http://www.europarl.europa.eu/sides/getAllAnswers.do?reference=E-2009-6094&language=EN>. Sherwin Siy, « U.S. Government Denies that ACTA Mandates Filtering or Three Strikes, But Questions On its Contents Remain », *Public Knowledge*, 10 février 2010, en ligne : Public Knowledge <http://www.publicknowledge.org/node/2893>. « USTR, European Commission Lay Out Approaches To ACTA Internet Chapter », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 6, 12 février 2010, p. 5-6.

---

## Relations commerciales

*L'entente canado-américaine sur l'AMP en violation de la clause de la nation la plus favorisée?*

L'entente de principe canado-américaine survenue le 5 février dernier<sup>2</sup> et marquant l'adhésion complète du Canada à l'Accord sur les marchés publics (AMP) pourrait bien devenir un précédent juridique alors que les deux gouvernements ont accepté d'ouvrir leurs marchés publics respectifs au-delà des limites fixées par l'AMP pour une durée limitée. L'entente a été annoncée officiellement aux signataires de l'AMP à la rencontre du Comité sur les marchés publics de l'OMC du 10 février dernier. Lors de cette rencontre et bien que l'entente fut accueillie favorablement par tous les participants, le représentant de Singapour a émis l'opinion qu'au nom du principe de la « nation la plus favorisée » (NPF), les États-Unis et le Canada étaient tenus d'offrir aux autres signataires de l'AMP les mêmes bénéfices qu'ils s'étaient mutuellement consentis dans le cadre de l'entente. Bien que les signataires de l'AMP soient techniquement soumis au principe NPF, la nature temporaire des privilèges mutuellement accordés paraît créer un flou juridique. Le Canada et les États-Unis ne semblent pas considérer ces concessions mutuelles sujettes au principe NPF. Lors d'une visite au Mexique les 8 et 9 février dernier, le Représentant américain pour le commerce, Ron Kirk, a confirmé l'ouverture du Bureau du Représentant au commerce (USTR) à l'idée d'offrir des concessions similaires à celles convenues avec le Canada dans le cadre de l'entente du 5 février à tout signataire de l'AMP, à condition que ceux-ci accordent aux États-Unis des privilèges jugés équivalents au terme de négociations bilatérales.

Rappelons que l'entente de principe canado-américaine prévoit, en plus de l'accès réciproque complet aux marchés publics fédéraux et sous-fédéraux inclus dans l'AMP, un accès privilégié pour les firmes canadiennes aux contrats d'infrastructures publiques financés par les sommes qui n'ont toujours pas été distribuées dans le cadre de l'« American Recovery and Reinvestment Act » (ARRA) sans que les mesures d'achats locaux « Buy American » ne soient appliquées. En

---

<sup>2</sup> À ce sujet, voir la Chronique commerciale américaine du 9 février.



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 février 2010

échange, le gouvernement canadien a accepté de permettre l'ouverture de certains de ses marchés publics municipaux, alors que les marchés municipaux américains sont exclus de l'AMP.

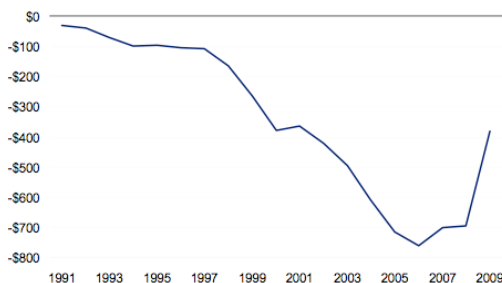
Sources : « Kirk Offers Buy America Talks To Mexico, Announces Start of Trucking Talks » et « Singapore Questions Canada-U.S. Buy American Deal Over MFN Principle », Inside US Trade, vol. 28, no. 6, 12 février 2010, p. 3-5.

## Commerce international

### 2009 : Le commerce international américain en chiffres

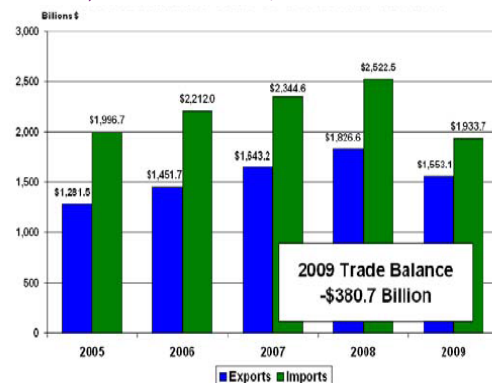
La publication par le Bureau du recensement des États-Unis mercredi dernier des statistiques sur le commerce extérieur américain (au mois de décembre 2009) permettent de tirer un premier portrait sommaire des données sur les exportations et les importations de biens et services aux États-Unis pour l'année 2009. Bien que les exportations totales en 2009 soient 15 % plus faibles qu'en 2008, s'élevant à une valeur totale de 1 550 milliards de \$ É-U, le déficit commercial américain a tout de même fondu en 2009, se chiffrant à 380 milliards de \$ É-U, comparativement à près de 700 milliards en 2008. Cela s'explique par la forte chute qu'ont connue les importations et qui a accompagné la contraction de l'économie de septembre 2008 à juin 2009. La baisse de la valeur des exportations de biens et services de 2008 à 2009 se chiffre à plus de 23 %. Les importations en 2009 n'ont totalisé que 1 930 milliards de \$ É-U, leur plus bas niveau en cinq ans.

**Solde de la balance des biens et services, 1992-2009, en milliards de \$**



Source : Bureau of Economic Analysis

**Total des exportations et des importations, 2005-2009, en milliards de \$**



Source : Bureau of Economic Analysis

La reprise économique semble malgré tout bien installée aux États-Unis, alors que le PIB a crû de 5,7 % en rythme annuel lors du dernier trimestre. Cependant, cette croissance retrouvée après la crise risque fort d'encourager la croissance du déficit commercial américain, alors que les données de décembre 2009 révèlent que la consommation de biens et services importés croît plus rapidement que l'expansion des exportations. Malgré cela, le Secrétaire au Commerce, Gary Locke, s'est dit encouragé par la croissance des exportations pour un huitième mois consécutif. Afin d'atteindre l'objectif fixé par le Président Obama, l'Administration devra trouver le moyen de doubler la valeur des exportations américaine au cours des cinq prochaines années. Elles s'élèveraient alors à plus de 3 milliards de dollars É-U par année.



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 février 2010

Sources : U.S. Census Bureau et U.S. Bureau of Economic Analysis, *U.S. International Trade in Goods and Services December 2009*, Washington, U.S. Department of Commerce, 49 p., en ligne : Bureau of Economic Analysis <http://www.bea.gov/newsreleases/international/trade/2010/trad1209.htm> Department of Commerce, « Commerce Secretary Gary Locke Statement on December 2009 U.S. International Trade in Goods and Services », *Department of Commerce : Press Release*, 10 février 2010, en ligne : Department of Commerce [http://www.commerce.gov/NewsRoom/PressReleases\\_FactSheets/PROD01\\_008906](http://www.commerce.gov/NewsRoom/PressReleases_FactSheets/PROD01_008906)

---

## Études économiques et articles connexes

Pfanner, Eric, « In Secret, Nations Work Toward Crackdown on Piracy », *New York Times*, 8 février 2010, en ligne : New York Times

<http://www.nytimes.com/2010/02/08/technology/08piracy.html?pagewanted=1&emc=eta1>

Campbell, Gordon, « Monty Python & FTA Holy Grail », *Scoop*, 8 février 2010, en ligne : Bilaterals

[http://www.bilaterals.org/article.php3?id\\_article=16750](http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=16750)

---

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

